

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 151 (2006)  
**Heft:** 4

**Artikel:** La France et l'OTAN : 40 ans après la crise atlantique  
**Autor:** Dumoulin, André  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-346576>

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 30.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# La France et l'OTAN: 40 ans après la crise atlantique

Le 10 mars 1966, le général de Gaulle annonçait officiellement l'intention de la France de se retirer de la structure militaire intégrée de l'Alliance atlantique. Quarante ans plus tard, l'Hexagone est un des membres les plus crédibles de l'Alliance atlantique en matière capacitaire.

## ■ André Dumoulin<sup>1</sup>

Certes, cette relation fut secouée par quelques grandes crises politiques il y a quarante ans et reste toujours délicate. Si les rivalités des années 1990, alimentées en grande partie par Paris, ont fait place à une complémentarité, selon les circonstances, des actions multinationales entre l'OTAN et l'Union européenne, il n'en reste pas moins vrai que la flexibilité reste de mise, la soumission toujours repoussée. Et si le réalisme a bousculé les utopies, ces dernières reposent encore sur des substrats stratégiques et idéologiques ineffaçables.

Puissance européenne sur qui il faut compter, la France joue à la fois sur une vision d'intérêts nationaux bien compris autant que d'une volonté d'être partie prenante des opérations extérieures, afin d'y jouer de son influence, de sa place, de son rang, dans les limites pragmatiques de ses moyens. Dès lors, il s'agit de *réparer* en partie sa minorisation dans les instances bureaucratiques de l'OTAN par

une capacité à devenir une nation-cadre dans les missions multinationales et les coalitions de circonstance organisées sous l'emblème de l'Alliance, dans le respect des engagements qui se doivent d'être, autant que faire se peut, légitimés par les Nations unies.

Déjà, le réinvestissement majeur vers les outils dits conventionnels est de nature à générer une rupture stratégique, technologique et doctrinale, parallèlement au lancement subtil de nouvelles réflexions discrètes sur la dissuasion nucléaire nationale face aux conflits asymétriques, incluant la gesticulation d'armes de destruction massive, comme l'a suggéré le président Jacques Chirac dans son discours de l'Île Longue en janvier dernier.

A partir du modèle d'armée 2015 (à savoir l'intégration du concept de gestion infocentrale des opérations militaires et l'assimilation prudente et distante de certains outils et savoir-faire doctrinaux nord-américains), la France s'engage dans une poli-

tique d'influence sinon de tentative de «rééquilibrage» au sein de l'OTAN, ce par le jeu du miroir – du reste critique – et la recherche d'une crédibilité opératoire.

Toute la complexité de cette posture est qu'elle repose sur un jeu triangulaire associant la France, l'OTAN et l'Union européenne à travers sa Politique de sécurité et de défense (PESD). Mais si le dialogue transatlantique reste un objectif à assumer et à assurer, il pourrait être engagé, parfois, dans d'autres lieux que les instances de l'Alliance. Reste qu'il n'est pas question, à horizon prévisible, que les dirigeants français remettent en cause le positionnement hexagonal au sein de l'organisation alliée, à savoir une présence discrète aux réunions informelles entre les «plus grands», une participation au processus décisionnel par le biais du Conseil de l'Atlantique Nord et présence au Comité militaire, tout en sa préservant son autonomie politico-militaire, grâce à son absence au sein du Groupe des plans nucléaires et du Comité des plans de défense.

<sup>1</sup> Politologue de défense à l'Ecole royale militaire (Bruxelles). A dirigé l'ouvrage France-OTAN: vers un rapprochement doctrinal? Bruylant, collection RMES N° 2, 2006.

Pour Paris, l'OTAN reste indispensable lorsqu'Européens et Américains veulent s'engager ensemble. Elle est un filet de sécurité, une protection ultime en cas d'agression majeure, un outil de gestion de crises de haute intensité et un lieu de rapprochement des cultures militaires par proximité des acteurs militaires dans le champ des opérations multinationales.

Cette flexibilité nouvelle enrichit le besoin d'autonomie stratégique symbolisée déjà historiquement par les gestes du général de Gaulle de 1966. Quarante ans plus tard, la France reste porteuse de valeurs européistes qu'elle veut insuffler au sein même de l'Alliance atlantique, par le biais d'une présence plus affirmée au sein des opérations extérieures. La politique française au sein de l'OTAN ne peut donc pas aboutir à une «otanisation» diplomatique de l'Hexagone, seul un rapprochement doctrinal est perceptible par soucis d'efficacité sur le terrain et de crédibilité dans les chaînes de commandement. Politique française pragmatique dont l'objet reste la préservation de l'autorité politique et de la responsabilité nationale dans un cadre intergouvernemental préservé.

De toute évidence, la France de la défense aujourd'hui n'est pas repliée sur elle-même, tant sur le plan militaire, opérationnel, doctrinal et technologique. Les autorités françaises ont assimilé le principe selon lequel elles ne peuvent s'exclure des directions technologiques et majeures de l'OTAN, qui représente un lieu de convergence des défis capacitaires. Il existe bien des niches de rapprochement, des jeux d'influences, des tentatives de partages, des interactions doctrinales. Il s'agit de poser ses marques au sein même de l'OTAN tout en soutenant la montée en puissance raisonnable de la PESD de l'Union. Le *jeu* français de la concurrence entre organisations puis la stratégie du balancier ont fait place à une plasticité diplomatico-militaire imposant de *travailler* dans l'esprit d'une complémentarité entre l'Alliance et l'Union européenne, imposée par les événements du 11 septembre 2001.

Il y a bel et bien aujourd'hui une «stratégie atlantique» de la France. Et si elle n'est pas codifiée, c'est parce qu'elle s'impose la plus grande souplesse. Plasticité obligée par la prégnance des socles conceptuels sur lesquels reposent bien des politiques de défense aujour-

d'hui: volonté de préserver les alliances, nécessité de partager les coûts, maintien d'une autonomie nationale de décision, nécessité militaire et politique de multinationaliser les opérations extérieures, garantie d'engagement national dans les coalitions au cas par cas, soutien à l'indispensable transformation de l'OTAN, préservation de la souplesse des lectures géopolitiques dans un environnement mouvant et incertain, enfin mise en œuvre d'une diplomatie attentive visant à empêcher que l'OTAN ne devienne une organisation «qui veut s'occuper de tout».

Ambassadeur d'une Europe des valeurs, défenseur d'une PESD mature, gardien vigilant de sa propre souveraineté et de ses propres intérêts nationaux, partenaire crédible dans les opérations alliées, fidéliste d'une Alliance dans les moments graves, la France joue encore et toujours de la politique des facettes avec d'autant plus de flou que l'avenir de l'Alliance atlantique et l'évolution des équilibres internes entre Etats membres reposent encore et toujours sur la place que la politique américaine réserve à la plus puissante alliance militaire de tous les temps.

A. D.